TABLE DES MATIÈRES

Sommaire 5

Titre I.
La détermination de la masse de partage 9
Jean-Louis RENCHON
Élise GROSJEAN

Section I. Les principes généraux 10
§ 1. *L'existence des biens* 10
I. La date à prendre en considération pour la détermination de la consistance de la masse 10
A. *Le principe* 10
B. *L'exception en régime de communauté* 13
C. *La problématique de la disparition d'avoirs communs ou indivis* 14
II. La preuve de l'existence des biens 16
A. *L'inventaire* 17
B. *L'interpellation des tiers* 20
C. *La saisine du juge* 21
§ 2. *La qualification des biens* 22
I. Les régimes de communauté de biens 22
A. *Les principes* 23
1°) *L'actif* 23
2°) *Le passif* 24
B. *Les règles de preuve* 25
II. Les régimes de séparation de biens 27
A. *Les principes* 27
1°) *L'actif* 27
2°) *Le passif* 27
B. *Les règles de preuve* 28
§ 3. *L'évaluation de la masse* 33

I. Les principes 33
II. Les moyens techniques 35
A. *L'expertise judiciaire* 35
B. *L'expertise amiable et la tierce décision obligatoire* 36
§ 4. *Le recel communautaire* 40
Section II. Application à quelques problématiques particulières 44
§ 1. *Les sommes d'argent au crédit des comptes bancaires des ex-époux* 44
§ 2. *Les meubles meublants* 48
§ 3. *Les parts de sociétés personnelles* 50
I. Les parts acquises pendant le régime avec des fonds communs 51
A. *La qualification des parts* 51
B. *L'évaluation des parts* 57
II. Les parts acquises avant le mariage ou les parts acquises avec des fonds propres 62
§ 4. *Les assurances sur la vie* 64
§ 5. *Les fonds de pension* 75
§ 6. *La clientèle des professions libérales* 79

Titre II.
Les comptes de récompenses et de créances 83

Chapitre 1. Les causes et la preuve des récompenses 85
Lorette ROUSSEAU
Jean FONTEYN
Introduction 85
Section I. Les causes de récompenses 85
§ 1. *Siège de la matière* 85
§ 2. *Les récompenses dues par le patrimoine propre d'un époux au patrimoine commun* 86
I. Les récompenses dues par le patrimoine propre d'un époux au patrimoine commun lorsque celui-ci a acquitté une dette propre ou qu'un patrimoine propre a tiré un profit personnel du patrimoine commun 86
A. *Pensions alimentaires* 86
B. *Remboursement du capital et des intérêts d'un emprunt propre – frais d'acte* 86
C. *Assurances* 87
1°) *Assurance souscrite avant le mariage* 87

2°) *Assurance souscrite en cours de mariage* 89
D. *L'industrie personnelle d'un époux ou le « bricolage »* 91
II. Les récompenses dues au patrimoine commun résultant d'un préjudice que le patrimoine commun a subi en conséquence d'un des actes énumérés à l'article 1422, lorsque ce préjudice n'a pas été entièrement réparé par l'annulation de l'acte ou lorsque l'annulation n'a pas été demandée ou obtenue 94
§ 3. *Les récompenses dues par le patrimoine commun au patrimoine propre d'un époux* 95
Section II. La preuve des récompenses 96
§ 1. *Principes* 96
§ 2. *Les récompenses dues par le patrimoine commun* 97
§ 3. *Les récompenses dues au patrimoine commun* 101
Conclusion 102

Chapitre 2. Les récompenses – Évaluation, revalorisation et exclusion 105
Lorette ROUSSEAU
Introduction 105
Section I. Évaluation et revalorisation des récompenses 105
§ 1. *Principes* 105
§ 2. *Évaluation des récompenses* 106
§ 3. *Revalorisation des récompenses* 107
Section II. L'exclusion des comptes de récompenses : jusqu'où peut-on aller ? 116
§ 1. *Dérogation aux principes relatifs à la preuve des récompenses* 116
§ 2. *Dérogation aux principes relatifs à la cause des récompenses* 117
§ 3. *Dérogations aux principes relatifs à l'évaluation des récompenses* 118
§ 4. *Clause excluant tout compte de récompenses* 118
Conclusion 121

Chapitre 3. Les fondements des créances 123
Jean FONTEYN
Propos introductifs 123
Section I. Les fondements légaux 125
§ 1. *La contribution aux charges du mariage* 125
§ 2. *Les constructions et ouvrages sur le fonds d'autrui* 126
§ 3. *Les donations entre époux* 129

Section II. Les fondements conventionnels 132
§ 1. *Principes et preuve* 132
§ 2. *Le contrat de mariage* 133
§ 3. *La reconnaissance de dette et le contrat de prêt* 134
§ 4. *La société de fait* 135
Section III. Les principes généraux du droit et la théorie générale des obligations 136
§ 1. *Les deux stades de l'obligation et de la contribution à la dette* 136
§ 2. *La théorie des impenses* 137
§ 3. *L'enrichissement sans cause* 138

Chapitre 4. Les créances fondées sur l'enrichissement sans cause : les tendances et la jurisprudence récente 141
Vinciane ROSENAU
Introduction 141
Section I. Tendances jurisprudentielles 143
§ 1. *La contribution aux charges du mariage* 143
§ 2. *Le contrat de mariage de séparations de biens* 150
§ 3. *Le lien marital ou les sentiments d'affection* 151
§ 4. *La volonté de l'appauvri* 152
Section II. Jurisprudence récente 152
§ 1. *L'évaluation de la créance de restitution entre époux* 152
§ 2. *La prescription de l'action en enrichissement sans cause entre époux* 153
§ 3. *L'importance de la motivation* 156
Conclusion 157

Chapitre 5. L'évaluation de la créance d'enrichissement sans cause 159
Vinciane ROSENAU
Introduction 159
Section I. L'arrêt de la Cour de cassation du 27 septembre 2012 : son enseignement et sa portée 160
§ 1. *L'enseignement de l'arrêt du 27 septembre 2012* 162
§ 2. *Portée de l'arrêt de la Cour de cassation du 27 septembre 2012* 166
Section II. L'évaluation des créances : méthodologie 170
§ 1. *Les principes de base de l'évaluation de la créance de restitution* 171

§ 2. *La méthodologie à suivre pour la détermination de la créance d'évaluation* 173
I. Transfert de fonds en vue d'investir dans un immeuble propre ou indivis 174
II. Transfert de fonds dans une société dont les parts/actions sont détenues par l'autre époux 178
III. L'aide du conjoint 179
IV. Les travaux accomplis personnellement par un époux 180
Section III. Analyse de la jurisprudence depuis l'arrêt de la Cour de cassation 181
§ 1. *Jurisprudence relative aux transferts de fonds dans un bien propre ou indivis* 182
§ 2. *Jurisprudence relative aux transferts de fonds dans une société dont les parts/actions sont détenues par l'autre époux* 185
§ 3. *L'aide du conjoint* 186
Conclusion 188

Chapitre 6. Exclusion des comptes de créances : jusqu'où peut-on aller ? 191
Vinciane Rosenau
Introduction 191
Section I. La contribution aux charges du mariage 193
Section II. Les clauses relatives aux autres charges que celles du mariage 194
§ 1. *Le principe de cohérence du régime matrimonial* 194
§ 2. *La suspension de la prescription entre époux* 196
Conclusion 198

Titre III.
Les comptes d'administration 199

Chapitre 1. L'administration de l'indivision et les comptes d'administration : principes généraux 201
Fabienne Tainmont
Propos introductifs 201
Section I. La composition de l'indivision « post-régime » 202
Section II. Le compte d'administration de l'indivision 204
Section III. L'administration de l'indivision 208

§ 1. *Énoncé et contours des règles applicables* 208
§ 2. *La non-application de l'article 577-2 du Code civil aux tiers – Conséquences* 211
§ 3. *Deux cas particuliers : la conclusion par un seul ex-époux d'un contrat d'assurance-incendie et d'un contrat de bail portant sur un bien indivis* 214
I. La conclusion d'un contrat d'assurance-incendie 214
II. La conclusion d'un contrat de bail portant sur un bien indivis 216
§ 4. *La rémunération éventuelle et la responsabilité de l'ex-époux gérant* 218
§ 5. *La possibilité de désigner un gérant pour administrer l'indivision* 219
I. Par les ex-époux 219
II. Par le juge 220
§ 6. *La possibilité d'engranger un accord partiel relatif à l'administration de l'indivision* 223
§ 7. *La demande d'avance sur liquidation par un ex-époux* 225
Conclusion 227

Chapitre 2. Le fondement et la nature de l'indemnité d'occupation : bouleversements récents dans la jurisprudence de nos Cours suprêmes ? 229
Candice Roussieau
Introduction 229
Section I. L'immeuble indivis 230
§ 1. *Principes* 230
I. Notions d'indivision et de copropriété 230
II. Fondement juridique de l'indemnité d'occupation 232
III. Nature de l'indemnité d'occupation 234
§ 2. *Conséquences* 241
I. Conditions 242
II. Durée 244
III. Évaluation 245
IV. Exigibilité, prescription et intérêts 248
Section II. L'immeuble propre 252
§ 1. *Principes* 252
I. Fondement juridique de l'indemnité d'occupation 252
II. Nature de l'indemnité d'occupation 256
§ 2. *Conséquences* 256
I. Conditions 257

II. Durée 259
III. Évaluation 260
IV. Exigibilité, prescription et intérêts 260
Conclusion 263

Chapitre 3. L'indemnité d'occupation dans la liquidation du régime matrimonial 265
Alexandra DEMORTIER
Introduction 265
Section I. Qui est débiteur de l'indemnité d'occupation et dans quelles circonstances ? 267
§ 1. *L'occupation effective du bien* 267
§ 2. *La résidence secondaire* 268
§ 3. *Les meubles meublants* 268
Section II. À partir de quand l'indemnité d'occupation doit-elle être comptabilisée ? 269
§ 1. *L'immeuble appartenant aux deux époux* 270
I. En régime de communauté 270
II. En régime de séparation de biens 271
§ 2. *L'immeuble appartenant en propre à un des époux* 274
I. En régime de communauté 274
II. En régime de séparation de biens 275
Section III. Quand prend fin l'indemnité d'occupation ? 277
Section IV. Comment évaluer l'indemnité d'occupation ? 279
§ 1. *La valeur locative* 279
§ 2. *Valeur immuable ?* 280
§ 3. *Incidence éventuelle de la présence d'enfants* 281
§ 4. *La mesure d'expertise* 284
Section V. À partir de quand l'indemnité d'occupation est-elle exigible et dans quel cadre ? 286
§ 1. *Les biens indivis* 287
I. L'indemnité d'occupation dans la liquidation du régime matrimonial 287
II. Moment de l'exigibilité de l'indemnité d'occupation 288
A. *Principe* 288
B. *Octroi d'une indemnité d'occupation dans le jugement ordonnant le partage sur la base de l'article 1209, alinéa 1er, du Code judiciaire* 288
C. *Octroi d'une indemnité d'occupation en cours de procédure sur la base de l'article 1216 du Code judiciaire* 289

D. *Octroi d'une indemnité d'occupation en cours de procédure sur la base de l'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire : l'indemnité d'occupation provisionnelle* 290
III. Compétence éventuelle dans le chef du juge de paix ? 295
IV. Incidence des fondements envisagés par Candice Roussieau 297
§ 2. *Les biens propres* 300
Section VI. La prescription et les intérêts 302
§ 1. *L'indemnité d'occupation dans la liquidation-partage* 302
§ 2. *Incidence des fondements envisagés par Candice Roussieau* 303
Section VII. L'effet déclaratif du partage pourrait-il empêcher la débition d'indemnités d'occupation ? 304
Conclusion 305

Chapitre 4. Le fondement de l'indemnité d'occupation : quels enjeux pour les praticiens ? 307
Jean-François TAYMANS
Jehanne SOSSON
Section I. La compétence et l'étendue de la saisine du tribunal de la famille 308
Section II. La prescription 311
§ 1. *Point de départ du délai* 311
§ 2. *Durée de la prescription* 312
§ 3. *Interruption de la prescription* 312
Section III. Les intérêts 315
Conclusion 315

Chapitre 5. Indemnité d'occupation et aliments : un couple déton(n)ant… 317
Jehanne SOSSON
Section I. Occupation d'un immeuble indivis et secours alimentaire 318
§ 1. *Le principe incontesté : la possible attribution de la jouissance exclusive du logement indivis à titre d'exécution en nature du devoir de secours* 318
§ 2. *Juge alimentaire et/ou notaire et juge de la liquidation : qui est tenu par quoi ?* 319
I. Avant le tribunal de la famille 319
II. Après le tribunal de la famille 321
A. *Identité de juge* 321
B. *Le « mille-feuille » des mesures pouvant être prises : exposé des principes* 323

C. *Conséquences quant à la possibilité pour le notaire et le juge de la liquidation de (re)qualifier ou non l'occupation de l'immeuble* 327

§ 3. *Les conséquences discutées du principe quant aux comptes de l'indivision post-régime : imputation automatique ou non sur les revenus indivis ?* 335

Section II. Autres situations ou obligations alimentaires 344

§ 1. Quid *de l'occupation exclusive d'un immeuble propre ?* 344

§ 2. *Indemnité d'occupation et pension alimentaire après divorce* 346

§ 3. *Indemnité d'occupation et contribution alimentaire pour les enfants* 349

Conclusion 352

Titre IV.
Modèles 355

1. Modèle matriciel d'acte introductif d'une demande en liquidation-partage judiciaire d'un régime matrimonial 357
Jean-François VAN DROOGHENBROECK
Jean-Christophe BROUWERS
Quentin FISCHER

2. Procès-verbal d'ouverture des opérations 365
Pierre VAN DEN EYNDE

3. Formules d'inventaire aux fins de liquidation du régime matrimonial 381
Jean-François VAN DROOGHENBROECK
Cécile DE BOE

4. État liquidatif – projet de partage 399
Pierre VAN DEN EYNDE

5. Procès-verbal de clôture de liquidation ou après contredits 419
Pierre VAN DEN EYNDE

6. Procès-verbal intermédiaire des litiges et difficultés 425
Pierre VAN DEN EYNDE

7. Partage judiciaire – Accord transactionnel 429
Pierre VAN DEN EYNDE